

2008/4

Bureau de dépôt : Bruxelles X 1/2219

L'éolien a le vent en poupe !

Envie de travailler  
pour Greenpeace ?

DOSSIER :  
**Greenpeace en  
Afrique**

**GREENPEACE**

Magazine • Trimestriel • Hiver 2008 • Décembre - janvier - février • 20ème année • n° 80

[www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be)

# Sauver l'environnement, une course contre la montre

C'est un honneur et un réel plaisir de prendre pour la première fois la plume dans notre périodique ! Prendre la tête d'une organisation aussi prestigieuse, forte de ses multiples succès et de ses plus de 100.000 sympathisants en Belgique constituée, dans une carrière, une fantastique opportunité et un solide challenge.

Un solide challenge, moins par les enjeux liés à l'organisation en tant que telle, que Peter De Smet a magnifiquement gérée pendant cinq ans, mais bien plus par l'urgence de renforcer notre action pour faire face aux défis que la détérioration accélérée du climat et de la biodiversité entraîne.

Notre responsabilité, en tant qu'organisation environnementale indépendante, est de continuer de mettre la pression sur les décideurs et de sensibiliser le grand public pour gagner cette course contre la montre.

Or, reconnaissons que notre tâche n'est pas facile car l'attention de tous en Belgique est passée d'une crise politique sans fin à une crise financière dont on ne voit pas la fin non plus. Au-delà de l'émoi – légitime et naturel – que nous avons tous ressenti à voir nos banques traditionnelles ébranlées, au-delà des conséquences réelles que cette crise va peut-être entraîner sur nos conditions de vie, il nous faut saisir cette opportunité pour inscrire notre système économique et financier dans une perspective de durabilité. Il faut pour cela casser la logique du court terme et du gain à tout prix, quelles qu'en soient les conséquences environnementales et sociales : pas simple, mais les moments que nous vivons constituent une opportunité unique pour faire bouger les choses.

Dans un monde globalisé, on sait combien l'Afrique est laissée à elle-même, à ses problèmes de gouvernance et de pauvreté et à sa vulnérabilité à tous les prédateurs qui rôdent autour d'elle. Les violences de l'est du Congo nous le rappellent cruellement. Les défis pour rendre la dignité de vie à ses habitants sont immenses. Nous sommes fiers, même si c'est juste une goutte d'eau dans un immense océan, que Greenpeace a ouvert, en novembre, deux bureaux en Afrique, à Kinshasa et à Johannesburg, pour défendre les ressources naturelles du continent. Greenpeace Belgique a participé à la mise en place de ces bureaux, y compris financièrement grâce à votre soutien. Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant des victoires que ces bureaux remporteront. Vous trouverez d'ailleurs dans ce magazine un dossier expliquant les tenants et aboutissants de notre présence en Afrique.

Nous vous remercions de votre confiance et espérons pouvoir continuer plus que jamais à compter sur vous.

Michel Genet  
Directeur Greenpeace Belgique



# 2008/4 Hiver

## [INTERNATIONAL]

- 3** **Autour du monde**  
Rapide survol des actions menées par Greenpeace aux quatre coins du monde.
- 4-5** **Substances toxiques**  
Ghana, nouveau dépotoir de nos vieux ordinateurs.
- 6** **Climat**  
Non au charbon !  
Victoire : pas de nucléaire en Turquie.

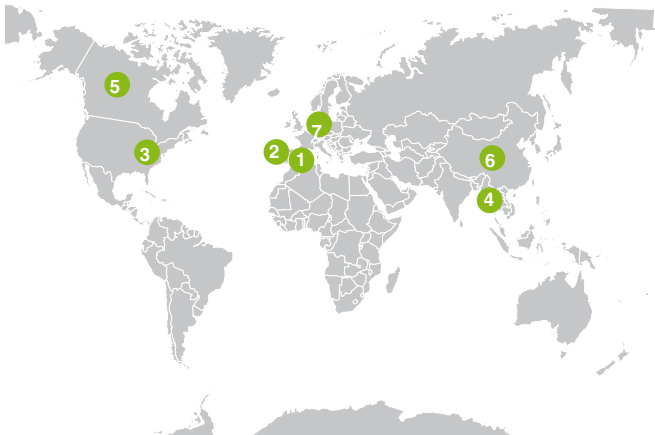
## [EN BELGIQUE]

- 7** **Climat**  
L'éolien a le vent en poupe !
- 8-9** **Climat**  
Vent d'espoir sur la production énergétique européenne.  
Manifestation pour le climat le 6 décembre 2008.
- 10** **Climat**  
CO<sub>2</sub> et voitures : l'Europe doit trancher !  
Projet CHB : retour sur une journée de mobilisation.
- 11** **Biodiversité**  
En tournée pour protéger les forêts d'Indonésie.  
Pas d'OGM dans les mangeoires !
- 12-14** **Greenpeace et vous**  
Michel Genet, nouveau directeur de Greenpeace Belgique.  
Votre opinion compte.  
Envie de travailler pour Greenpeace ?

## [DOSSIER]

Greenpeace a ouvert ses portes en Afrique. Les bureaux d'Afrique du Sud et de RDC ont été inaugurés en novembre 2008 ; pour celui du Sénégal, il faudra patienter jusqu'à la fin 2009, voire début 2010. Les défis à relever y sont nombreux et Greenpeace concentrera l'essentiel de son action sur les changements climatiques, la déforestation et la surpêche. En même temps, il s'agit d'une opportunité extraordinaire de travailler, sur le terrain, à l'amélioration de l'état de l'environnement, au bénéfice des populations de ces pays.

**Greenpeace magazine est réalisé** conjointement par les bureaux de Greenpeace Belgique et Luxembourg ■ **Rédaction et traduction** : Joke Buts, Lieve De Meyer et Caroline Vetter ■ **Conception** : Griet Wittoek ■ **Impression** : Massoz ■ **Imprimé** sur Cyclus Print, papier 100% recyclé blanchi sans chlore ■ **Ont collaboré à ce numéro** : Fawaz Al Bitar, Jona De Leye, Michel Genet, Jonas Hulsen, Karen Janssens, Elysabeth Loos, Daniela Pichler, Joeri Thijs, Jan Vande Putte ■ **Photo couverture** : © Greenpeace/Ose ■ **Belgique** : éditeur responsable : Michel Genet, chaussée de Haecht, 159, 1030 Bruxelles, tél 02 274.02.00, fax 02 274.02.30. www.greenpeace.be. banque 001-1380706-84. n° agrégation : P501034 ■ **Luxembourg** : Daniela Pichler, BP 229, 4003 Esch-sur-Alzette, tél 54 62 52-1. www.greenpeace.lu



**3 ETATS-UNIS** cet « ours polaire » erre au beau milieu de Washington DC. Réalisé par l'artiste américain Mark Jenkins, il symbolise le calvaire que vivent les ours polaires en Arctique, où leur habitat diminue inexorablement. En cause : la fonte des glaces, provoquée par le réchauffement planétaire.



**1 ESPAGNE** des militants ont grimpé sur un des taureaux Osborne que l'on voit sur le bord des routes en Espagne pour le protéger des émissions de CO<sub>2</sub> des voitures : ils l'ont décoré d'un masque et peint le slogan « Stop CO<sub>2</sub> » sur son corps. Pour rappel, l'Union européenne travaille en ce moment à un nouveau règlement visant à limiter les émissions de CO<sub>2</sub> des voitures neuves.



**4 THAÏLANDE** à l'appel de Greenpeace, des milliers de cyclistes ont déambulé dans les rues de Bangkok à l'occasion de la journée sans voitures, en septembre dernier. Le rallye avait pour but de mobiliser l'opinion publique à la problématique des changements climatiques et à la nécessité d'entreprendre des actions individuelles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.



**2 PORTUGAL** dans le port d'Aveiro, des militants de Greenpeace ont immobilisé quatre navires connus pour leurs activités de pêche illégale. Ces navires, le Red, le Caribe, le Brites et l'Aveirense, accumulent les illégalités : ils dépassent les quotas de pêche autorisés, utilisent des instruments de pêche non autorisés, changent constamment d'identité... L'un de ces bateaux, le Red, figure sur la liste noire de l'Union européenne des « bateaux pirates ». Logiquement, le Portugal devrait interdire son accès au port, ce qu'il n'a clairement pas fait. Ceci illustre l'absence de volonté du gouvernement portugais de s'attaquer à la pêche pirate.

**5 CANADA** à Montréal, des militants ont occupé le siège d'AbitibiBowater, géant canadien de l'exploitation forestière. Plusieurs d'entre eux se sont introduits dans les locaux de l'entreprise. Ils se sont enchaînés aux portes d'entrée, perturbant ainsi le cours des activités du plus important fabricant de papier journal au monde. L'entreprise détruit jour après jour les forêts boréales qui sont des écosystèmes essentiels au maintien de la biodiversité et de l'équilibre du climat mondial.

**6 CHINE** Greenpeace a diffusé un nouveau rapport<sup>(1)</sup>, montrant que les changements climatiques aggraveront aussi le problème de la faim dans le monde. Pendant longtemps, l'agriculture a été à la base du développement économique et social de la Chine. Elle continue à jouer un rôle crucial aujourd'hui. De plus en plus, les changements climatiques affectent la production agricole du fait de pénuries d'eau, de conditions météo extrêmes, de maladies affectant les cultures... A terme, c'est la sécurité alimentaire de la Chine qui risque d'être menacée...

<sup>(1)</sup> Climate Change and Food Security in China, octobre 2008, disponible sur [www.greenpeace.org/china/en/](http://www.greenpeace.org/china/en/).

# Ghana, nouveau dépotoir de nos vieux ordinateurs

**En avril 2008, une équipe de Greenpeace, comprenant notamment un chargé de mission et un photographe, s'est rendue au Ghana. Objectif ? Témoigner de l'ampleur de la contamination toxique engendrée par nos déchets électroniques qui y sont exportés, de manière souvent illégale. Les résultats sont terrifiants et indiquent l'urgence de produire plus proprement.**

Par le passé déjà, Greenpeace a mené des expéditions jusqu'aux sites de démantèlement de nos déchets électroniques, en Chine et en Inde. Les témoignages que nous avons recueillis étaient effarants. Les analyses des échantillons récoltés sont venues confirmer ce que nous avons vu et entendu sur le terrain : contamination toxique importante, conditions de travail dangereuses pour la santé...

Depuis peu, l'histoire se répète au Ghana, un pays sur la côte ouest africaine : en avril 2008, Greenpeace s'y est rendue, après avoir obtenu des preuves selon lesquelles nos déchets électroniques y sont également exportés. Et en effet : sur les deux sites de démolition du pays, les vieux ordinateurs de marques européenne, japonaise et américaine se comptent par milliers. Parmi les marques identifiées, citons Philips, Sony, Microsoft, Nokia, Dell, Canon et Siemens.

## Les enfants en font les frais

Au beau milieu de tous ces déchets, des travailleurs s'activent. Parmi eux, de très nombreux enfants, des garçons pour l'essentiel. La plupart ont entre 11 et 18 ans, mais certains ont à peine cinq ans... Beaucoup de ces jeunes y sont envoyés par leurs parents pour gagner un peu d'argent. Ils le renvoient ensuite à la maison, souvent dans le Nord, l'une des régions les plus pauvres du pays.

Les travailleurs démontent les ordinateurs, souvent avec un outillage très précaire, comme une simple pierre, et à mains nues. Ils en extraient les parties métalliques, essentiellement de l'aluminium et du cuivre, qu'ils séparent du reste. Ces métaux présentent une certaine valeur et sont ensuite revendus. Le plastique restant et autres câbles atterrissent dans un dépotoir ou sont brûlés. Les poussières et fumées qui s'en dégagent sont potentiellement toxiques. Elles contaminent l'air et in fine, la santé des travailleurs et des personnes vivant à proximité du site. Mohammed Hassan, que Greenpeace a rencontré sur le

## Comment nos déchets arrivent-ils au Ghana ?

Le marché des biens électroniques s'étend à une allure vertigineuse. En même temps, nos GSM et télévisions ont une durée de vie de plus en plus courte. Résultat, les déchets électroniques s'accumulent et des milliers de tonnes sont exportées vers les pays du Sud, dont le Ghana.

Officiellement, l'exportation des déchets depuis l'Europe vers les pays du Sud est interdite. Mais des commerçants peu scrupuleux cherchent, et trouvent, une échappatoire. Ils chargent les déchets électroniques dans des containers contenant soi-disant des marchandises de seconde main qui, elles, sont autorisées à l'exportation. Arrivées à destination, ces marchandises prennent directement le chemin des sites de démolition... Aux dires de l'Agence de Protection de l'Environnement du Ghana, le pays élabore en ce moment même des directives visant à contrôler les importations de biens électroniques usagés. C'est une étape cruciale, tout comme il est essentiel de faire respecter la législation interdisant l'exportation de nos déchets électroniques. A côté de cela, il faut s'attaquer au problème à la base et donc, produire plus proprement.

site, a raconté à quel point les fumées toxiques rendent les travailleurs malades.

## Une toxicité effroyable

Pour en savoir plus sur la contamination des lieux, les experts de Greenpeace ont récolté des échantillons de boues et de sédiments. Ces derniers ont ensuite été analysés par le laboratoire scientifique de Greenpeace, à l'Université d'Exeter, en Grande-Bretagne. Les résultats ne permettent plus de faire planer le doute : les échantillons contenaient de nombreuses substances toxiques, dont du plomb en très grandes quantités, des phtalates, connues pour leur interférence avec la reproduction sexuelle ; des dioxines chlorées, substances cancérigènes par excellence...

## Produire plus proprement : c'est possible !

Pour Greenpeace, cette situation intolérable pour l'environnement et la santé des travailleurs doit cesser. Que ce soit au Ghana, en Chine ou en Inde. Les principaux responsables de cette situation sont les fabricants d'ordinateurs et autres biens électroniques. Depuis plusieurs années, Greenpeace fait pression sur eux... en les mettant en concurrence ! Régulièrement, nous actualisons notre guide « pour une high-tech

responsable », qui comprend un classement des firmes électroniques réalisé, entre autres, d'après les efforts qu'elles font pour supprimer les substances chimiques toxiques des biens qu'elles fabriquent. Ce travail finit par payer puisque progressivement, les entreprises bougent : Nokia et Sony Ericsson ont introduit sur le marché des GSM exempts de PVC et de brome. Quant au nouvel iPod de Apple, il est lui aussi exempt de ces matériaux toxiques. Seule Nintendo reste désespérément à la traîne. A terme, Greenpeace souhaite que l'ensemble de l'industrie électronique devienne plus verte. Elle doit fabriquer des produits exempts de substances toxiques, collecter ses appareils usagés et les traiter d'une façon respectueuse de l'environnement. C'est ainsi qu'on évitera qu'ils finissent sur les montagnes de déchets dans les pays en voie de développement.

– Caroline Véter

## ■ Agir

Vous souhaitez acheter un nouvel ordinateur ou un nouveau GSM ? Consultez notre guide « pour une high-tech responsable » sur [www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be) (rubrique Nos campagnes/Substances toxiques).

**1** Ce sont souvent de jeunes garçons qui travaillent sur les sites de démolition.

**2** Quel spectacle désolant !

**3** Le cuivre transporté par ce travailleur présente une certaine valeur et sera revendu.

**4** Il n'est pas rare que les travailleurs démontent les appareils à mains nues, sans aucune protection.

**5** Ce sont nos ordinateurs qui souvent, finissent sur un chantier de démolition dans le Sud, comme ici au Ghana.



# Non au charbon !

**Des Philippines au Danemark en passant par Israël et la Belgique, le Rainbow Warrior sillonne les océans pour dire « Non au Charbon ». En mer, l'équipage multiplie les actions contre les cargaisons de charbon ; dans les différents ports, il sensibilise un maximum de personnes à l'urgence de sauver le climat.**

Chaque action en mer, chaque activité à terre a le même objectif : obtenir l'abandon du charbon, une énergie particulièrement émettrice en gaz à effet de serre. Elle semble pourtant avoir la dent dure. 40% de l'électricité générée dans le monde est produite au départ de cette énergie fossile. Et de nombreux pays continuent à miser sur elle : l'Allemagne envisage la construction de 24 centrales au charbon ; les Etats-Unis avancent même le chiffre de 150 nouvelles centrales.

Cette prédominance du charbon est absurde. Pour éviter des changements climatiques dramatiques, les émissions globales de gaz à effet de serre doivent atteindre un pic au plus tard en 2015 pour ensuite diminuer drastiquement et, le plus rapidement possible, pour tendre vers un objectif « zéro-émission »<sup>(1)</sup>.

## [R]évolution énergétique

Une partie importante de la solution passe par une [R]évolution énergétique<sup>(2)</sup> menée à l'échelon planétaire. A savoir : faire appel à des sources d'énergies renouvelables et



Octobre 2008 : des militants investissent la centrale au charbon de Porto Torres, en Sardaigne.

non polluantes comme le vent, le soleil, la biomasse... Et, explorer le filon le plus fécond, celui des économies d'énergie. C'est ce message que Greenpeace transmettra aux négociateurs de la conférence internationale de l'ONU sur les changements climatiques qui se tiendra à Poznan, en Pologne, en décembre 2008. C'est là qu'ils devront poser les jalons d'un accord sur les

engagements de réduction « post-2012 ». Cet accord devra prolonger les actuels engagements du Protocole de Kyoto.

– Caroline Veter

<sup>(1)</sup> Les émissions sont compensées par la séquestration naturelle du carbone (reboisement,...).

<sup>(2)</sup> Disponible sur [www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be) (publications) et sur [www.greenpeace.lu](http://www.greenpeace.lu).

# Victoire : pas de nucléaire en Turquie

**La Turquie bientôt au rang des nations possédant des centrales nucléaires ? Non. Le pays avait cette ambition mais faute d'entreprises prêtes à construire ces centrales, le pays s'est vu contraint de faire marche arrière. Une bonne chose : le nucléaire est dangereux et polluant mais aussi très onéreux.**

Six entreprises avaient été sollicitées par le ministère turc de l'énergie pour construire des centrales nucléaires en Turquie. Cinq d'entre elles ont décliné l'offre, l'Etat turc ne donnant pas suffisamment de garanties financières. Seule une compagnie russe a bien voulu parier sur le nucléaire en Turquie. Mais à défaut de compétition pour l'appel d'offre, le gouvernement n'a eu d'autre choix que de renoncer à son projet. La Turquie a sans doute vu dans le nucléaire

un moyen rapide et peu onéreux de satisfaire ses besoins énergétiques. C'est faux. De nombreuses entreprises l'ont compris et refusent désormais d'investir dans cette énergie. Il suffit de voir ce qui se passe aujourd'hui en Finlande et en France, les deux seuls pays de l'Europe des 15 où des centrales nucléaires sont actuellement en construction. La construction de la centrale finlandaise accuse déjà un retard de trois ans. Quant à son prix, il dépasse de 1,5 mil-

liard d'euros le budget initial. Le scénario est le même pour ce qui est de la construction de la centrale française de Flamanville. Depuis des années, Greenpeace dénonce le fait que le nucléaire n'est pas rentable sur le plan financier s'il n'est pas grassement subsidié. Les projets en France et en Finlande, et aujourd'hui en Turquie, confortent notre position.

– Jan Vande Putte

# L'éolien a le vent en poupe !

Depuis des années, Steve Sawyer travaille pour promouvoir l'éolien, d'abord pour le compte de Greenpeace, aujourd'hui pour celui du GWEC <sup>(1)</sup>. Nous l'avons interrogé pour avoir une idée du développement de l'éolien au niveau mondial, et pour connaître les pays précurseurs dans ce domaine.



© WWW.TOBIASTRAPPEU

Avant de rejoindre le GWEC, Steve Sawyer a travaillé pendant 30 ans pour Greenpeace, où il a notamment dirigé les bureaux de Greenpeace Etats-Unis et de Greenpeace International. Il a également mené différentes délégations de Greenpeace, entre autres dans le cadre du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques et du Sommet de la Terre à Johannesburg, en 2002.

## Comment s'est passée la transition de Greenpeace vers le GWEC ?

D'une manière relativement calme, du fait qu'une partie du travail se recoupe. Et comme Greenpeace et l'industrie du vent travaillent côte à côte depuis de longues années, j'ai démarré certains projets avec la casquette Greenpeace pour les finir avec celle du GWEC !

## Quel est l'état de l'éolien au niveau mondial ?

On assiste ces dernières années à un vrai boom de l'industrie éolienne. Ainsi, durant la seule année 2007, presque 20.000 MW d'éolien ont été installés au niveau mondial, dont 8.500 en Europe. Ce qui représente, toujours pour l'Europe, 40% de toute nouvelle capacité installée !

Vu que la demande de turbines éoliennes dépasse systématiquement la capacité de l'industrie à les fabriquer, les prévisions sont très positives : on s'attend à ce que la croissance passe de 20.000 MW par an à 36.000 MW en 2012, faisant passer la capacité installée globale de 100.000 MW aujourd'hui à 240.000 MW.

Au-delà de 2012, il est difficile de faire des prédictions fiables, mais notre objectif serait de parvenir à 1.000.000 MW en 2020, ce qui permettrait de satisfaire environ 12% de l'approvisionnement mondial en électricité (voire 30% à l'horizon 2050 !), contre 1% actuellement.

## Qu'en est-il de l'emploi dans le secteur éolien ?

Cette industrie occupe directement près de 400.000 personnes de par le monde. On s'attend à ce que ce chiffre passe à quelque 500.000 d'ici la fin de cette décennie, et à 1,5 million ou plus d'ici 2020.

## Où se situe l'éolien par rapport aux autres sources d'énergie ?

En 2007, l'éolien a connu la croissance la plus rapide, dépassant pour la première fois celle du gaz naturel. Par contre, l'emploi du charbon croît dramatiquement dans les pays en voie de développement, une tendance qui doit absolument être freinée. Quant au nucléaire, on en parle beaucoup, mais très peu d'unités ont été construites et selon l'IEA <sup>(2)</sup>, il se pourrait qu'en 2020, la part du nucléaire dans l'approvisionnement global en électricité soit inférieure à celle d'aujourd'hui. Ceci s'explique en partie par le fait qu'un grand nombre de centrales devront fermer au cours de ces dix prochaines années, et par le très faible nombre d'installations en construction.

## Quels sont les pays à la pointe en matière d'éolien ?

Fin 2007, les chefs de file étaient tous Européens : le Danemark (20% de l'approvisionnement en électricité), l'Espagne (12%), le Portugal (9%), l'Irlande (8%) et l'Allemagne (7%). Quant à l'Union européenne, la part de l'éolien représentait, fin

2007, environ 3,7% et on pense dépasser les 4%, voire se rapprocher des 5% à la fin de cette année.

## Ces pays produisent-ils parfois plus d'éolien qu'ils n'en consomment ?

Ca arrive, surtout au Danemark. Dans ce cas, le pays exporte les surplus vers la Suède ou l'Allemagne.

## Où ont aujourd'hui lieu les principaux développements en matière d'éolien ?

Les pays européens cités plus haut continuent leur forte croissance même si, pour la première fois en dix ans, la majorité des nouvelles installations ont eu lieu hors des frontières de l'Europe, notamment en Chine et aux Etats-Unis. On assiste aussi à une croissance rapide dans d'autres pays européens, dont l'Italie, la France et la Grande-Bretagne. La Suède, la Pologne et spécialement la Turquie constituent également des marchés intéressants, avec un vaste potentiel de croissance. Plus loin de chez nous, le Maroc et l'Egypte se sont tous deux engagés à étendre rapidement leur production éolienne. Enfin, le Brésil, l'Argentine et le Mexique ont tous de vastes potentiels, mais aucun de ces pays n'a encore réellement décollé ; pour ma part, je parierais que le Brésil sera le premier à prendre son envol !

## Que pensez-vous de la proposition de Greenpeace de relier entre eux les parcs offshore de sept pays européens ?

C'est super ! Les gouvernements doivent faciliter le développement rapide de l'offshore pour plusieurs raisons et notamment, pour satisfaire l'objectif européen selon lequel 20% de la demande en énergie doit provenir des renouvelables d'ici 2020 et aussi, pour rester à la pointe de la technologie pour ce qui est de l'éolien.

– *Propos recueillis par Caroline Veter*

<sup>(1)</sup> Le GWEC, ou Conseil de l'Energie Eolienne, représente les intérêts de l'industrie éolienne.

<sup>(2)</sup> L'IEA, ou Agence internationale de l'énergie, dispense des conseils de politique énergétique.

# Un vent d'espoir sur la production

L'Union européenne devrait prochainement adopter une directive imposant que 20% de sa consommation énergétique proviennent de sources renouvelables d'ici 2020. Une avancée substantielle mais nécessaire par rapport aux 5% enregistrés actuellement. Le doute reste cependant présent dans bon nombre d'esprits quant aux réelles possibilités des énergies renouvelables à remplacer, à terme, le charbon et le nucléaire. En publiant une nouvelle étude, Greenpeace apporte un autre regard sur le potentiel d'une source prometteuse : l'éolien en mer !

Greenpeace a mandaté 3E, bureau d'étude indépendant spécialisé dans les renouvelables, d'analyser les avantages d'une interconnexion entre les parcs éoliens situés en mer du Nord. Son rapport<sup>(1)</sup> se veut réaliste et conservateur : il se base sur une capacité installée de 64,8 GW sur l'ensemble de la

mer du Nord à l'horizon 2020-2030, chiffre provenant de parcs éoliens déjà existants, annoncés ou d'objectifs que se sont eux-mêmes fixés les Etats. Le rapport réalise différentes simulations de production électrique : pour chacun des 118 parcs envisagés, pour différentes sous-régions et pour

l'ensemble de la mer du Nord. Ces simulations se basent sur 1,6 milliard de données météorologiques réelles enregistrées chaque heure pendant trois ans.

## Absence momentanée de vent chez nous ? L'éolien proviendra d'une région plus venteuse !

Les résultats de l'étude indiquent qu'en reliant par des câbles les parcs au large des côtes belge, française, néerlandaise, britannique, allemande, danoise et norvégienne, les variations inhérentes à la production éolienne sont significativement

L'interconnexion des parcs éoliens offshore offre l'avantage d'une production fiable.



Premières éoliennes du Thorntonbank, à une trentaine de kilomètres des côtes belges.



# énergétique européenne

## L'Union européenne avance dans la bonne direction, mais peut mieux faire !

20% d'énergie renouvelable consommée au sein de l'Union européenne d'ici 2020, c'est déjà une très belle avancée ! Cet objectif se déclinera en 13% pour la Belgique.

Mais se limiter à un objectif pour 2020 ne sera pas suffisant pour atteindre les réductions de gaz à effet de serre requises par les experts du climat. Dans une nouvelle version de son scénario « [R]évolution énergétique »<sup>(2)</sup> publiée en novembre, Greenpeace montre que, au niveau mondial, on peut réduire de plus de 50% les émissions de gaz à effet de serre du secteur énergétique, tout en sortant très rapidement du nucléaire. Il faudra pour cela que, en 2050, à côté d'importantes mesures d'efficacité énergétique, 57% de l'énergie et 80% de l'électricité produites proviennent de sources renouvelables. Autrement dit, l'Union européenne ne doit pas relâcher ses efforts au-delà de 2020 !

diminuées. Concrètement, une période de faible vent au large des côtes belges peut être compensée par une production plus importante venant d'une région plus venteuse. Et quand il vente moins sur l'ensemble de la mer du Nord ou quand la demande en électricité est plus importante, il y a moyen d'injecter rapidement, sur le réseau, de l'énergie renouvelable plus contrôlable, comme le large potentiel en hydro-électricité en Norvège ou encore la production de centrales à biomasse.

Le rapport de 3E montre donc l'immense potentiel de l'éolien offshore en Europe du

Nord et l'intérêt d'une interconnexion pour rendre la production éolienne plus fiable. Il suggère aussi qu'une intégration importante d'énergie renouvelable fluctuante sur le réseau ne peut être combinable à une production nucléaire ou au charbon, incapables de rapidement s'adapter à une demande fluctuante en énergie.

Ce rapport a été favorablement accueilli par la Commission européenne et le ministre belge du Climat, Paul Magnette. Encore faut-il passer aux actes politiques. La Belgique doit ainsi rapidement décider

de lever l'ensemble des freins au développement de son potentiel éolien en mer et mettre en place un système de câblage sous-marin avec ses pays limitrophes. La Commission européenne a, quant à elle, le devoir d'assurer la coordination nécessaire à la mise en place d'un tel réseau. Affaire à suivre...

– Fawaz Al Bitar

<sup>(1)</sup> A North Sea electricity grid [r]evolution, 3E-Greenpeace, septembre 2008. Disponible sur [www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be) (publications).

<sup>(2)</sup> disponible sur [www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be) (publications)

## Manifestation pour le climat le 6 décembre 2008

**Place à une manifestation nationale, le 6 décembre 2008 ! L'objectif : rassembler, dans les rues bruxelloises, un maximum de personnes désireuses d'agir en faveur du climat. Cette journée d'action est organisée par la Coalition Climat, dont Greenpeace fait partie.**

L'urgence climatique se faisant plus pressante que jamais, il est important de donner un signal fort aux gouvernements qui se réuniront mi-décembre à Poznan, en Pologne, pour discuter de l'après-Kyoto : assez tergiversé, il est temps d'aller de l'avant et de réduire de manière drastique nos émissions de gaz à effet de serre pour ainsi lutter contre les changements climatiques. Pour juguler la crise climatique, il est impératif de réduire les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés d'au moins 30% par rapport à 1990.

Pour donner plus de poids à ce message, cette journée internationale d'action a lieu simultanément dans différents pays européens. En Belgique, elle est organisée par la Coalition Climat, qui regroupe quelque 70 associations.

Pour connaître les détails de la journée, rendez-vous sur [www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be)



# CO<sub>2</sub> et voitures : l'Europe doit trancher !

**La saga des émissions de CO<sub>2</sub> des nouvelles voitures continue : Greenpeace plaide pour des voitures « propres » tandis que l'industrie automobile freine des quatre fers une telle évolution. L'Union européenne, pour sa part, planche sur un nouveau règlement en la matière qui devrait être voté d'ici fin 2008. Pour l'heure, il y a du bon et du moins bon.**



Plus de 11.500 personnes ont signé une pétition pour des normes strictes en matière d'émissions de CO<sub>2</sub> des nouvelles voitures !

Au mois de septembre dernier, la Commission Environnement du Parlement européen a voté contre un affaiblissement et un report du nouveau règlement visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> des nouvelles

voitures. C'était rassurant de découvrir que cette instance n'avait pas plié à la pression du lobby automobile ! Ce qui ne s'est pas vérifié quelques semaines plus tard, lors des discussions au sein du Conseil européen : les grands Etats membres, l'Allemagne et la France en tête, y ont surtout défendu les intérêts de l'industrie automobile, « oubliant » l'urgence des changements climatiques.

## Une pétition pour des voitures « propres »

Pour inciter la Belgique à ne pas se ranger du côté des pays laxistes, Greenpeace a remis une pétition à Evelyne Huytebroeck, ministre bruxelloise de l'Environnement,

qui représente la Belgique dans les négociations environnementales européennes jusqu'à la fin de l'année. Via cette pétition, plus de 11.500 personnes (peut-être en faites-vous partie ?) ont fait pression sur le gouvernement belge pour qu'il se prononce en faveur de mesures ambitieuses en matière d'émissions de CO<sub>2</sub> des nouvelles voitures et pour qu'il engage le pays sur la voie d'une mobilité durable.

Le vote final est prévu d'ici fin 2008. Si les choses se passent comme prévu, vous trouverez dans notre prochain magazine une analyse détaillée du nouveau règlement européen !

– Joeri Thijs

## Projet CHB : retour sur une journée de mobilisation

**Le 28 septembre dernier, Greenpeace et le Comité de Protestation liégeois « Stop CHB » ont organisé une journée de mobilisation publique contre la construction d'une nouvelle autoroute à l'est de Liège, entre Cerexhe-Heuseux et Beaufays (la liaison CHB). Retour en arrière.**

Ce jour-là, des militants et grimpeurs de Greenpeace ont formé un groupe de bénévoles du comité local aux techniques d'escalade, pour leur permettre d'organiser eux-mêmes des actions au cas où le projet CHB connaîtrait un coup d'accélérateur. Ensemble, ils ont « occupé » des arbres et

ont montré leur opposition au projet via des slogans percutants.

Quelques centaines de défenseurs de l'environnement et de la mobilité durable sont venus donner corps à ce message. Ils ont participé aux différentes activités proposées et fait plus ample connaissance avec ce site

naturel menacé par « le tout à l'auto ». S'il se concrétise, le projet CHB aura des impacts négatifs au niveau local, mais il deviendra aussi un symbole d'un choix de mobilité dont on se passerait volontiers en Belgique.

– Joeri Thijs



# En tournée pour protéger les forêts d'Indonésie

L'expansion des plantations de palmiers à huile constitue l'un des principaux facteurs de la déforestation en Indonésie et en Malaisie. Au mois d'octobre 2008, l'Esperanza a sillonné les eaux indonésiennes <sup>(1)</sup> pour documenter les menaces qui pèsent sur les forêts de Papouasie occidentale et de Sumatra et pour proposer des pistes pour les protéger.



La Papouasie occidentale est la seule île d'Indonésie à abriter encore des forêts intactes ; à Sumatra par contre, elles sont déjà en grande partie détruites ou dégradées. Pour protéger celles qui restent, Greenpeace appelle d'urgence à un moratoire sur la déforestation. Suite à une série d'actions menées contre Unilever, qui s'approvisionne en huile de palme d'Indonésie, cette dernière a décidé de soutenir notre demande de moratoire. Quelques autres entreprises de l'huile de palme ont suivi son exemple dans la foulée.

**Ce jeune travailleur collecte le fruit du palmier à huile.**

Depuis l'Esperanza, Greenpeace appelle aujourd'hui un plus grand nombre d'entreprises à s'engager dans cette voie et fait pression pour que ce moratoire se concrétise. Pour ce faire, le gouvernement indonésien doit d'urgence voter une loi pour la protection des forêts.

Les forêts sont par ailleurs essentielles pour réguler le climat mondial. En les protégeant, nous combattons aussi les changements climatiques, qui se font ressentir aux quatre coins du monde.

– Karen Janssens

<sup>(1)</sup> Tournée de l'Esperanza : [www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be) (actualités).

## Pas d'OGM dans les mangeoires !

Depuis des années, Greenpeace agit contre la dissémination des OGM dans l'environnement. La Belgique ne les cultive pas, mais importe à grande échelle du soja transgénique d'Amérique latine pour nourrir son bétail. Greenpeace a récemment pris pour cible Aveve, producteur belge de fourrage, pour qu'il mette le non-OGM au menu des animaux.

La culture industrielle du soja est l'un des principaux moteurs du déboisement en Amérique du Sud. Elle va de pair avec un usage intensif de pesticides, entraîne la disparition des petits agriculteurs et menace la biodiversité. L'arrivée du soja OGM a renforcé cette tendance.

La majorité des consommateurs refusant les OGM, ce soja transgénique est pour l'essentiel intégré dans la nourriture pour cochons, vaches et poules... dont nous consommons ensuite les produits. Par respect pour les consommateurs et l'environnement, de nombreuses chaînes de magasins ont interdit à leurs fournisseurs de viande d'utiliser des fourrages OGM. C'est ainsi qu'Aveve a, pendant des années, mis le non-OGM au menu des

animaux. Depuis peu, Aveve et d'autres fabricants de fourrage ont arrêté cette production, mettant les chaînes de magasins et les consommateurs devant le fait accompli. Bientôt donc, votre viande ou votre lait proviendront très probablement d'animaux nourris aux OGM, à moins d'opter pour les produits bio ou certains labels de qualité.

### Une fatalité ? Non !

Selon Greenpeace, il est possible de remplacer le soja OGM par du soja non-OGM, voire par des cultures locales. Campina, principal groupe laitier en Europe, a récemment déclaré qu'elle n'utiliserait plus que des fourrages européens, non-OGM, pour les produits de sa marque allemande

Landliebe. Campina montre ainsi la voie à suivre pour une fabrication de produits laitiers plus durable en Europe.

– Jonas Hulsen

**Action auprès d'Aveve pour qu'il remette le non-OGM au menu des animaux.**



# Michel Genet, nouveau directeur de Greenpeace Belgique

Depuis le mois d'octobre 2008, Michel Genet a pris les commandes de Greenpeace Belgique. Après huit années passées à Crédal <sup>(1)</sup>, il a souhaité ajouter une dimension environnementale à sa carrière professionnelle. C'est désormais chose faite ! Interview.



## Après huit années passées à Crédal, qu'est-ce qui vous a poussé à postuler chez Greenpeace ?

Avant d'arriver à Crédal, j'avais déjà travaillé chez Greenpeace comme chargé de mission Energie. On m'a ensuite proposé la direction de Crédal. C'était une fonction passionnante mais, après huit ans, j'avais petit à petit l'impression d'avoir fait le tour. C'est alors que j'ai vu l'offre de Greenpeace, j'ai postulé et je suis heureux d'avoir obtenu le poste !

## Vu de l'extérieur, quelle image aviez-vous de Greenpeace ?

Celle d'une organisation très particulière. Elle accumule compétences techniques, comme le lobbying, et actions, qui font l'image de marque de Greenpeace. Ce côté confrontatif la distingue des autres ONG. On dit que Greenpeace est radicale. On constate cependant qu'elle a rarement tort. Les causes qu'elle défend au niveau international et les actions qu'elle mène sont pertinentes pour sauver la planète. Pour moi, c'est un vrai privilège de faire partie de Greenpeace.

## Et maintenant, vous avez des projets pour le bureau belge ?

Il y a de nombreux défis à relever. La détérioration de l'environnement est plus rapide que ce qu'on avait imaginé. Même s'il y a une prise de conscience depuis le film d'Al Gore, le comportement des politiques évolue très lentement. Il y a urgence, tant au niveau belge qu'international. Il faut faire évoluer les comportements, des politiques comme des citoyens. En Belgique, Greenpeace peut compter sur plus de 100.000 sympathisants. Ils sont une force de frappe qu'il faut consolider et mobiliser. Il faut aussi renforcer l'impact de nos campagnes et accroître notre notoriété pour que de plus en plus de personnes soutiennent nos actions.

## Quels sont les thèmes environnementaux qui vous tiennent particulièrement à cœur ?

Les changements climatiques m'importent énormément mais également l'agriculture durable et tout ce qui touche à la biodiversité. Il faut protéger les océans, lutter contre la déforestation...

De façon générale, je dirais qu'il faut préserver la terre pour les générations à venir. Il faut aussi tenir compte des enjeux sociaux liés aux bouleversements de l'environnement.

## Que faites-vous pour préserver l'environnement dans votre vie quotidienne ?

Je suis un vrai maniaque pour certaines choses. Je veille toujours à couper l'éclairage de toute pièce ou la veilleuse de tout ordinateur qui se trouverait à ma portée. Auparavant, je me rendais à mon travail en voiture. C'était à Louvain-La-Neuve et il n'était pas facile de s'y rendre en transports en commun. J'avais beau adopter une conduite écologique, je polluais quand même. Depuis que je travaille à Bruxelles, je prends systématiquement les transports en commun ou mon vélo !

– *Propos recueillis par Caroline Veter*

<sup>(1)</sup> Coopérative de crédit alternatif.

Michel Genet : « Ce sont entre autres les actions qui distinguent Greenpeace des autres ONG ! »



# Votre opinion compte

**Vous avez été nombreux à donner votre opinion à propos de notre question : « Quel est votre plat préféré préparé à base de légumes d'hiver ? » publiée dans le dernier Greenpeace Magazine. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des réactions que nous avons reçues. N'hésitez pas à participer à cette nouvelle rubrique ! Votre opinion sera peut-être publiée dans le prochain magazine ou sur [www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be).**

## Pourquoi consommer des produits locaux et de saison ?

Avant toute chose, pour réduire la consommation d'énergie ! Ainsi, en consommant un produit local, qu'il s'agisse de légumes ou de fruits, l'énergie nécessaire pour son transport sera d'office nettement moindre que si vous achetez un produit cultivé à l'autre bout du monde. Pourquoi en effet faire venir des asperges du Mexique alors qu'elles sont aussi, à certains moments de l'année, cultivées en Belgique ? De même, un aliment de saison, cultivé en plein air, nécessitera beaucoup moins d'énergie qu'un autre cultivé hors saison, dans des serres chauffées, gourmandes en énergie. Alors optons, dès que possible, pour les produits locaux, de saison et bio de préférence. Les produits bio sont cultivés sans engrais chimiques ni pesticides et sont par ailleurs exempts d'OGM.

Vous trouverez ci-contre quelques recettes d'hiver qui répondent à ces exigences, envoyées par nos sympathisants. Bon appétit !



### Choux de Bruxelles aux châtaignes

**Pour 4 personnes : 1 kg de choux de Bruxelles ; 2 échalotes ; un bouquet garni ; quelques cuillères d'huile d'olive ; 200 gr de châtaignes épluchées (vendues sous vide) ; sel, poivre, noix de muscade.**

Nettoyez les petits choux et faites-les blanchir 5 minutes dans l'eau bouillante. Egouttez-les. Faites revenir

les échalotes émincées dans l'huile. Quand elles sont légèrement dorées, ajoutez les choux, le bouquet garni, le poivre et la muscade et couvrez d'eau. Portez à ébullition, couvrez et laissez mijoter à feu doux pendant 25 minutes. Ajoutez les châtaignes, mélangez et continuez la cuisson pendant encore 10 minutes.

*Liliane V.*



### Poireaux à la flamande

**Pour 4 personnes : 16 poireaux (pas trop gros) ; 4 œufs ; 100 g de beurre ; un bouquet de persil.**

Nettoyez les poireaux en retirant la plus grande partie du vert. Faites cuire les légumes à l'eau bouillante salée (20 à 30 minutes selon leur grosseur). D'autre part, faites durcir les œufs et fondre le beurre. Pour servir, égouttez soigneusement les poireaux, dressez-les sur le plat de service. Ecaillez les œufs et écrasez-les à la fourchette. Recouvrez les poireaux d'œufs hachés, arrosez de beurre fondu et saupoudrez de persil haché.

*Pascal H.*



### Tarte tatin

**Pour 4 personnes : pour la pâte : 150 gr de farine ; 75 gr de beurre ; 1/2 cuillère à café de sel ; 1/2 verre d'eau ; 1 cuillère à soupe de sucre. Pour la garniture : 4 pommes ; 75 gr de beurre ; 125 gr de sucre, cannelle.**

Versez la farine dans un bol et ajoutez le beurre en petits morceaux. Ajoutez le sel, le sucre et l'eau. Mélangez doucement, formez une boule avec la pâte et laissez reposer 20 minutes. Epluchez les pommes, coupez-les en quartiers puis en morceaux de même taille.

Beurrez un moule (+/- 22 cm de diamètre). Versez deux cuillères à soupe de sucre sur le fond du moule, déposez ensuite les morceaux de pommes en couches. Versez une troisième cuillère à soupe de sucre et la cannelle par-dessus. Étalez la pâte sur les pommes.

Placez pendant 20 minutes dans un four préchauffé à 260° C. Retirez la tarte du four et retournez-la sur un plat pouvant aller au four.

Versez le reste du sucre sur la tarte et mettez-la encore une dizaine de minutes sous le grill jusqu'à ce que le sucre soit caramélisé.

Servez tiède, avec une boule de glace à la vanille !

*Johanna B.*

## Votre opinion compte !

**Quelles sont les initiatives que vous avez prises pour réduire la consommation d'énergie de votre habitation ?**

Faites-nous parvenir dès que possible votre réponse par email : [opinion@be.greenpeace.org](mailto:opinion@be.greenpeace.org)

# Envie de travailler pour Greenpeace ?

**Vous aimez les contacts sociaux ? Vous avez le sens de la persuasion ? Vous êtes à la recherche d'un job à durée déterminée ? Rejoignez nos équipes de promotion et aidez Greenpeace à étendre sa communauté de sympathisants.**

D'avril à novembre, nos équipes de promotion se mobilisent à travers le pays pour sensibiliser un maximum de personnes à nos actions et leur demander de soutenir Greenpeace par leur voix et leur don. Les équipes, composées de 2 à 5 personnes, travaillent à Bruxelles ou en Wallonie. Nous proposons des jobs rémunérés à durée déterminée, à temps partiel ou à temps plein. Nous vous proposons deux approches différentes :

**Le Dialogue Direct :** vous interpellés les sympathisants potentiels dans différents lieux publics tels qu'espaces commerciaux, universités, festivals, événements... Vous travaillez principalement en journée.

**Le Porte à Porte :** vous vous rendez à domicile. Vous travaillez surtout en soirée et le samedi.

## Intéressé(e) ?

- Envoyez votre CV et lettre de motivation par mail : [dialogue.direct@be.greenpeace.org](mailto:dialogue.direct@be.greenpeace.org) ou par courrier : Greenpeace Belgium, Dialogue Direct, chaussée de Haecht 159, 1030 Bruxelles.
- Vous pouvez également vous inscrire en remplissant le formulaire de candidature sur [www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be).

La procédure de sélection pour 2009 commencera au début de l'année prochaine.

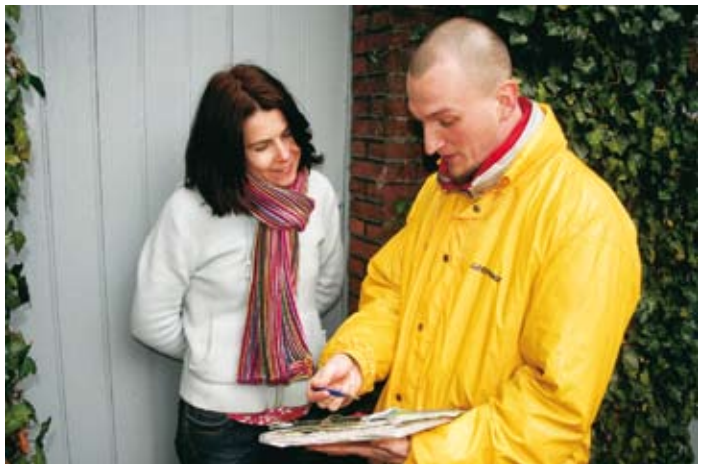
Vous souhaitez de plus amples renseignements sur ces fonctions ?

Contactez-nous au 02.274.02.44 ou au 02.274.19.37 ou par mail : [dialogue.direct@be.greenpeace.org](mailto:dialogue.direct@be.greenpeace.org).

## Nos sympathisants sont la clé de nos réussites environnementales

En Belgique, Greenpeace compte plus de 100.000 sympathisants. Ils sont essentiels, à plus d'un titre. Ils apportent les fonds nécessaires pour mener à bien nos campagnes. Mais aussi, en soutenant en masse nos revendications pour un environnement de qualité, ils nous permettent d'être un groupe de pression important et d'accroître notre crédibilité. Plus nos sympathisants sont nombreux, plus nos messages sont entendus. Aidez-nous à étendre notre communauté de sympathisants !

Vous souhaitez travailler pour Greenpeace ? Rejoignez nos équipes de promotion !





## GREENPEACE dossier

Hiver 2008 • Décembre - janvier - février

### Greenpeace en Afrique

Ça y est ! Greenpeace a ouvert ses portes en Afrique. Les bureaux d'Afrique du Sud et de RDC ont été inaugurés en novembre 2008 ; pour celui du Sénégal, il faudra patienter jusqu'à la fin 2009, voire début 2010. Selon Amadou Kanoute, qui gère le projet « Afrique » depuis plus de 18 mois, les défis à relever sont nombreux : Greenpeace devra faire sa place aux côtés des autres ONG actives sur le terrain, sensibiliser l'opinion publique... Il n'empêche, Greenpeace en Afrique, c'est une opportunité unique pour y œuvrer pour un environnement de qualité. Concrètement, Greenpeace mènera campagne contre les changements climatiques, la déforestation et la surpêche.

# Changements climatiques, déforestation, surpêche : Greenpeace sur le pont en Afrique !

Le continent africain connaît une multitude de problématiques environnementales. Greenpeace a choisi d'en épinglez trois à savoir, les changements climatiques, la déforestation et la surpêche. Elles reflètent, peut-être plus que les autres, à quel point le pillage des ressources et la dégradation de l'environnement ont aggravé les inégalités en Afrique. Greenpeace veut prouver qu'une meilleure gestion des ressources naturelles du continent sera, à terme, bénéfique pour combattre la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et évoluer vers un environnement plus sain, pour les générations actuelles et à venir.



L'Afrique du Sud contribue fortement aux changements climatiques qui frappent de plein fouet le territoire africain.

## Pour les énergies renouvelables en Afrique du Sud

Combattre les changements climatiques sera la campagne prioritaire de Greenpeace en Afrique, comme c'est le cas dans tous les autres bureaux de Greenpeace au monde. Cette campagne sera focalisée sur l'Afrique du Sud, qui figure au 14ème rang mondial en termes d'émissions de CO<sub>2</sub>. Aujourd'hui, 92% de l'électricité du pays est produite au départ de charbon. Et le pays compte satisfaire l'augmentation de sa consommation en recourant encore davantage au charbon et... au nucléaire ! Curieusement, le pays joue en parallèle la carte des renouvelables. Il semble avoir compris que les changements climatiques affecteront en premier les plus pauvres qui dépendent de l'agriculture et de la pluie pour leur survie. Ainsi, en 2003, le gouvernement s'est fixé comme objectif de faire passer à 4% la part des renouvelables dans l'approvisionnement énergétique du pays d'ici 2013. Sur le plan international aussi, il joue un rôle crucial dans les négociations internationales sur les changements climati-

ques et semble vouloir adopter une position plus progressiste sur la nécessité de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

### Faire peser la balance du côté des renouvelables

Pour Greenpeace, il est essentiel de faire pression sur ce pays plein de contradictions sur le plan énergétique pour parvenir à faire pencher la balance du côté des renouvelables. Et pour s'assurer aussi que l'Afrique du Sud ne se contente pas de belles paroles mais développe, sur le terrain, une réelle politique de promotion des énergies renouvelables.

Ces dernières représentent une réelle opportunité pour assurer la souveraineté énergétique du continent et ne plus dépendre, pour son développement économique et social, du pétrole dont il ne maîtrise pas les prix ; du nucléaire, une technologie chère dont on ne maîtrise pas la gestion des déchets ; et bien sûr du charbon, dont l'exploitation est de plus en plus contestée à travers le monde.

## Préserver les ressources naturelles, c'est combattre la pauvreté

Plus de 90% de la population en Afrique tirent leurs moyens de subsistance – la nourriture, l'habitat, les médicaments et leurs revenus – des produits de l'agriculture, de la pêche et de la forêt.

La surexploitation de ces ressources pose aujourd'hui un véritable problème. Il n'est tout simplement pas juste que de plus en plus de poissons pêchés dans les eaux africaines finissent dans les assiettes des Européens, privant les populations côtières d'une ressource vitale pour elles. Il n'est pas juste non plus que de grandes sociétés exploitent les forêts de RDC, au détriment des communautés locales qui se retrouvent inévitablement dans une situation précaire. Et dans un autre ordre d'idée, que dire du fait que les changements climatiques entraînent une diminution des pluies en Afrique, affectant directement l'agriculture et menaçant la sécurité alimentaire de très nombreuses personnes ?

Une gestion durable des ressources naturelles, par tous les acteurs impliqués, contribuera à combattre la pauvreté, à assurer la sécurité alimentaire et à préserver un environnement de qualité aux générations actuelles et futures. Ce message sera à la base des relations que Greenpeace compte développer avec les pouvoirs publics africains, les institutions internationales de développement, les industries présentes en Afrique, les pays développés d'où sont originaires la majeure partie de ces industries et les citoyens-consommateurs.



En pillant le bois africain, les exploitants forestiers privent les populations locales d'une ressource essentielle. Ce bois est ensuite acheminé vers nos pays.



Les populations des côtes ouest de l'Afrique dépendent de la pêche pour leur apport en protéines.

## Pour une gestion responsable des forêts en RDC

En RDC, Greenpeace poursuivra son action pour la protection des forêts tropicales, dont de très larges pans ont été, et sont, déboisés. Comment expliquer en effet que la RDC occupe le 21ème rang des pays en termes d'émissions de CO<sub>2</sub>, alors qu'elle figure parmi les nations les plus pauvres et les moins industrialisées au monde ? Par la déforestation, essentiellement. Cette déforestation est également dramatique pour les 40 millions de personnes qui y vivent, comme pour les nombreux okapis, bonobos, gorilles...

Depuis des années, des experts de Greenpeace, notamment du bureau belge, se rendent régulièrement sur le terrain

pour identifier les acteurs de cette déforestation. Parallèlement, au niveau politique, Greenpeace suit les efforts du gouvernement congolais pour évoluer, avec l'aide des bailleurs de fonds, vers une gestion crédible des forêts. Ainsi, le pays a adopté, en 2002, un code forestier et un moratoire sur l'octroi de nouvelles concessions de coupe aux exploitants forestiers. Ce sont de très bonnes choses et Greenpeace mettra tout en œuvre pour que ces instruments soient effectivement respectés sur le terrain.

### Combattre la déforestation, c'est freiner les changements climatiques

Aujourd'hui, en ouvrant un bureau sur place et en augmentant ses effectifs, Greenpeace veut relever de nouveaux défis en RDC.

Tout en continuant à œuvrer contre la déforestation illégale, nous mettrons également l'accent sur le lien entre déforestation et changements climatiques. Les forêts jouent en effet un rôle crucial pour réguler le climat mondial. Pour ce faire, nous augmenterons la pression sur la communauté internationale pour qu'elle mette en place des mécanismes financiers au profit des pays qui choisissent de conserver leurs forêts intactes, au nom de la protection du climat.



## Pour une pêche plus écologique au Sénégal

A partir de fin 2009, Greenpeace ouvrira son troisième bureau africain, au Sénégal. L'objectif est d'y agir contre les grandes flottes de pêche européennes et asiatiques qui pillent, de manière illégale, les ressources halieutiques le long des côtes ouest du continent.

Ce poisson finit la plupart du temps dans les assiettes des consommateurs européens et asiatiques, privant les pays côtiers d'importantes ressources monétaires. Mais plus grave encore, cette forme de pêche accentue l'insécurité alimentaire des populations qui dépendent de la mer pour l'apport en protéines dans leur alimentation.

### Agir pour assurer la sécurité alimentaire

Au Sénégal, Greenpeace agira contre la pêche illégale et pour la réduction des tailles des flottes internationales.

Parallèlement, elle fera pression sur le gouvernement pour qu'il développe une pêcherie plus équitable.

Autrement dit, une pêcherie qui tienne compte des besoins des populations locales et qui ne mette pas en danger les espèces marines, leurs habitats et leurs écosystèmes.

# Amadou Kanoute, à la tête de Greenpeace en Afrique

**Amadou Kanoute gère le projet Afrique depuis un peu plus de 18 mois. De passage éclair à Bruxelles en octobre 2008, à quelques jours de l'ouverture des premiers bureaux africains, nous l'avons interrogé pour en savoir davantage à propos du travail de Greenpeace sur ce vaste continent et de la façon dont elle compte rallier l'opinion publique à ses côtés.**



**Greenpeace disposera bientôt de trois bureaux en Afrique. Comment seront-ils organisés ?**

Le premier sera ouvert en Afrique du Sud, à

Johannesbourg. Le second en République Démocratique du Congo, à Kinshasa, et le troisième au Sénégal, à Dakar. Le directeur exécutif sera pour l'essentiel basé à Johannesburg mais il passera régulièrement d'un bureau à l'autre. C'est aussi à Johannesburg que seront concentrées les fonctions administratives et financières. Nous avons élaboré un plan de développement sur trois ans et au terme de celui-ci, l'objectif est d'avoir quelque 25 personnes en service, réparties entre les trois bureaux.

**Comment les débuts de Greenpeace sont-ils financés en Afrique ?**

Pour l'essentiel grâce aux réserves de Greenpeace qui proviennent des fonds récoltés par les bureaux nationaux et régionaux. Et j'aimerais préciser ici le rôle de Greenpeace Belgique et Luxembourg – et donc de leurs sympathisants – qui ont tous deux contribué à la constitution des fonds initiaux pour lancer Greenpeace en Afrique. Bien sûr, nous allons aussi développer nos propres opérations de récolte de fonds.

**L'Afrique du Sud est le plus riche des trois pays. Est-ce surtout là que vous comptez récolter des fonds ?**

Oui. Les premières années, nous mènerons la plus grande partie de nos opérations de collecte de fonds en Afrique du Sud. Nous y avons déjà une image positive auprès des classes moyennes, qui disposent de revenus relativement importants et qui sont prêtes à investir dans un

environnement sain, pour leurs enfants et les générations suivantes. Selon nos premières estimations, nous pourrions, au démarrage, compter sur quelque 8.000 sympathisants individuels. Bien sûr, dans les années à venir, nous étendrons nos activités de collecte de fonds auprès d'autres grands donateurs.

**Demandez-vous aux sympathisants en Afrique de soutenir Greenpeace autrement que par un don ?**

Absolument ! Nous leur proposerons, ainsi qu'à de nombreux autres militants bénévoles, de s'engager concrètement à nos côtés. A terme, les sympathisants contribueront certainement à accroître notre légitimité et constitueront une de nos forces en Afrique. Pour arriver à ce stade, nous devons développer de nombreuses activités de sensibilisation et de projets éducatifs

sur les questions d'environnement. Nous devons aussi leur démontrer que nos actions directes – qu'ils voient à la télévision – ont un lien immédiat avec leurs préoccupations quotidiennes et peuvent avoir un impact sur leur vie d'aujourd'hui et de demain. Ces activités de sensibilisation et de mobilisation s'adresseront aux écoliers, aux citoyens africains, aux organisations de la société civile... En d'autres termes, elles s'adresseront à tous ceux et toutes celles qui feront la différence lorsque nous mènerons par exemple campagne contre une entreprise qui n'a aucun intérêt à ce que les valeurs de Greenpeace s'enracinent et que les changements se fassent au profit de l'environnement.

**Quel est le « plus » que peut apporter Greenpeace à l'Afrique alors que de nombreuses ONG y sont déjà présentes ?**

Mobiliser l'opinion publique, voilà l'un des grands défis de Greenpeace en Afrique.



Le caractère international de notre organisation est le premier « plus » que nous pouvons apporter. Les problèmes environnementaux ne connaissent pas de frontières. La globalisation de l'économie et des relations nécessite une approche et des solutions mondiales à ces problèmes. Ensuite, nous avons une capacité de recherche dont ne dispose pas la majeure partie des autres organisations non-gouvernementales (ONG) et organisations locales. Lorsqu'elles défendent les mêmes causes que les nôtres, nous pourrions partager avec elles les résultats de nos recherches et de nos enquêtes sur le terrain et renforcer ainsi leurs capacités de lobbying et de plaidoyer auprès des autorités locales. Enfin, notre approche, basée sur l'action et la confrontation, permettra de prolonger et de rendre plus visibles le lobbying que mènent parfois depuis longtemps ces ONG et organisations locales. Autrement dit, nous avons fait le choix stratégique de collaborer avec les nombreuses associations qui sont déjà présentes sur le terrain depuis plusieurs décennies.

**Comptez-vous mener les mêmes genres d'actions en Afrique qu'en Belgique ou au Luxembourg ? La confrontation directe avec une entreprise ou une autorité pointées du doigt par Greenpeace n'est-elle pas dangereuse, surtout en RDC ?**

Nos actions directes, nos enquêtes sur le terrain et nos témoignages sont clairement notre signe distinctif. Nous allons les maintenir tout en les adaptant aux différents contextes dans lesquels nous serons amenés à travailler. Que ce soit en Afrique du Sud, en RDC ou au Sénégal, il nous arrivera régulièrement de mener campagne contre des intérêts souvent très puissants et bien ancrés dans ces pays. Bien sûr, nous ne sous-estimons pas les risques pour notre sécurité que nos actions peuvent entraîner. La vigilance s'imposera sans cesse !

Mais je dois dire aussi que, dans les pays en question, l'état de droit, la bonne gouvernance et les droits de l'homme sont acceptés comme mode de gouvernance

même s'ils ne sont pas toujours effectifs dans la pratique. A titre d'exemple, nous venons de publier un rapport sur les arnaques et évasions fiscales auxquelles se livre une multinationale dans le secteur forestier congolais. Ce rapport a été bien accueilli par les autorités publiques du pays. Si les gouvernements ont vraiment à cœur l'intérêt de leurs populations, le travail de Greenpeace peut leur être utile lorsqu'ils se trouvent face à d'autres intérêts souvent plus puissants qu'eux. Dans les cas où la situation est en notre défaveur, une société civile forte, bien avertie et active est le seul antidote contre les abus des gouvernants. D'où notre stratégie de collaboration avec les autres ONG locales et la nécessité de tisser un véritable réseau avec l'opinion publique. Ceci renforcera notre capacité de pression internationale que nous devons déjà à la communauté de sympathisants de Greenpeace à travers le monde.

– *Caroline Veter*  
*Remerciements à Amadou Kanoute*

**Par le passé, Greenpeace s'est rendue à plusieurs reprises sur le terrain, en RDC. Aujourd'hui, notre présence permanente à Kinshasa devrait nous permettre d'avoir plus de poids sur les décisions qui touchent à l'environnement.**





## Merci à vous !

Vous le savez : pour préserver son indépendance, Greenpeace refuse toute aide financière des mondes politique et industriel. C'est votre soutien qui fait la différence !

En Belgique, vous avez été plus de 100.000 à nous soutenir en 2008. Que ce soit via un don et/ou en participant à nos campagnes en ligne, vous nous permettez d'aller de l'avant et de marquer des points en faveur de l'environnement, en Belgique comme ailleurs dans le monde. Vous nous permettez aussi d'être un groupe de pression important : plus vous êtes nombreux à nous soutenir, plus nos revendications pour un environnement de qualité seront prises en compte.

Pour vous remercier de votre fidélité, nous joignons à ce magazine le calendrier 2009. Nous vous souhaitons d'ores et déjà une excellente année 2009 !

*L'équipe de Greenpeace Belgique*

Développer nos campagnes en Afrique, voilà l'un de nos grands défis pour les années à venir.

**Soutenez-nous !** 001-1380706-84

Greenpeace - Chaussée de Haecht 159 - 1030 Bruxelles - tél : 02.274.02.00

**GREENPEACE**

[www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be)